

Unité départementale de la Moselle
POLYgone - bâtiment GH
5 rue Hinzelin - CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PICKLING SYSTEMS

130 rue des Fougères
Parc d'Activité Communautaire
57450 Henriville

Références : HENRIVILLE_PICKLING-SYSTEMS_2025-11-03_RAPVI_JPBM_01965
Code AIOT : 0003013935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement PICKLING SYSTEMS implanté 130 rue des Fougères Parc d'Activité Communautaire 57450 Henriville. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 25 octobre 2024, deux non-conformités concernant les rétentions et l'incompatibilité entre les produits avaient conduit à demander respectivement une action corrective et un justificatif à l'exploitant.

L'objectif de cette présente visite est de vérifier le retour à la conformité des installations sur ces points.

Par ailleurs, cette nouvelle inspection porte sur la gestion des eaux sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICKLING SYSTEMS
- 130 rue des Fougères Parc d'Activité Communautaire 57450 Henriville
- Code AIOT : 0003013935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pickling Systems est installée à Henriville depuis 2020. Elle emploie 12 personnes, travaillant en heures ouvrables du lundi matin au vendredi midi.

La société Pickling Systems est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-207 du 16 décembre 2020 à exploiter une installation de préparation, stockage et distribution de produits chimiques et d'installation destinées à la décontamination, au décapage et à la passivation des aciers inoxydables et métaux non ferreux.

Elle est notamment soumise aux arrêtés ministériels du 13 juillet 1998 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737, et du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)	Sans objet
3	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.2.1 (partiel)	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité lors de sa visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite précédente du 25 octobre 2024, l'inspection avait constaté des non-conformités quant aux rétentions dans le hall de stockage des bases, à savoir: <ul style="list-style-type: none">- deux conteneurs GRV d'une contenance unitaire de 1000 l posés chacun sur une rétention trop petite ;- deux bidons remplis posés sans aucune rétention sur une étagère au-dessus des deux conteneurs GRV cités précédemment ; Par courriel du 5 février 2025, l'exploitant a fourni à l'inspection la facture d'achat de nouvelles rétentions accompagnant un courrier muni de photos montrant la mise en place de ces rétentions. Lors de cette présente visite, l'inspection a observé effectivement le retour en conformité de ces deux rangements. Par ailleurs, l'inspection observe que les prescriptions concernant les rétentions étaient également respectées sur l'ensemble du site, que ce soit dans le hall de stockage des bases que dans le hall de stockage des acides.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)
--

Thème(s) : Risques accidentels, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] Constats : Les acides sont rassemblés dans un même et unique hall, qui constitue une unique rétention pour l'ensemble des produits acides. L'exploitant dispose dans ce hall des stockages d'acides fluorhydriques, nitriques, phosphoriques et sulfuriques. Or, certains acides faibles peuvent se comporter comme des bases en présence d'acides forts. Ainsi, suite à la visite du 25 octobre 2024, l'inspection avait donc demandé à l'exploitant de démontrer l'absence de compatibilité entre les différents acides stockés au regard de leur propriétés chimiques. Par courriel du 14 avril 2025, l'exploitant explique qu'il a identifié les acides forts et les acides faibles. Ainsi, les acides nitriques, phosphoriques et sulfuriques sont des acides forts et sont compatibles entre eux. Par contre, l'acide fluorhydrique est faible. Aussi, suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a isolé cet acide faible dans la salle des mélanges, sur une rétention séparée des autres acides. Le courriel est accompagné de photos illustrant ses explications. Lors de cette présente visite, l'inspection a pu constaté in situ la mise en pratique de l'ensemble des explications abordées dans le courriel de l'exploitant du 14 avril 2025. Par conséquent, la prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.2.1 (partiel)
Thème(s) : Autre, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> réseau d'eau public d'alimentation en eau potable : 460 m³/an.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les 5 dernières factures d'eau. Chaque facture d'eau concerne 6 mois de consommation d'eau.

L'inspection a donc constaté grâce à ces factures d'eau que l'exploitant n'utilise tout au plus 60 m³ en 6 mois.
La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.3.2

Thème(s) : Autre, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de déconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Par courriel du 22 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan des réseaux du site. Il s'agit d'un plan de 2023, et comporte notamment les regards et chambres à vannes.

Ce plan est conforme à l'implantation réelle des réseaux et des différents ouvrages.

Par exemple, la chambre à vannes sise au coin sud-est du bâtiment est effectivement installée à cet emplacement.

Pour autant, l'exploitant a transmis le 11 août 2025 un porté à connaissance relatif à la modification de ses installations notamment en cessant son activité dans une partie des terrains et des bâtiments dans lesquels il se trouvait. L'instruction de ce porté à connaissance sera faite ultérieurement.

Lors de la visite, la mise en œuvre de certaines des modifications annoncées a pu être vérifiée (installation d'une cloison séparative dans le hall).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les plans des réseaux en corrélation avec les modifications d'ores et déjà apportées aux installations. L'instruction du dossier de modifications déposé par l'exploitant pourra faire l'objet d'autres demandes de compléments.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 5.4.7	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emission	
Prescription contrôlée :	
Les rejets des eaux pluviales non polluées respectent les valeurs limites suivantes :	
Paramètre	Valeur limite d'émission
pH	5,5 - 8,5
DCO	300mg/ si flux < 100 kg/j sinon 125 mg/l
DBO5	100mg/ si flux < 30 kg/j sinon 30 mg/l
MES	100mg/ si flux < 15 kg/j sinon 35 mg/l
Fluor et composés en fluor (exprimés en HF)	15mg/ si flux > 150 g/j
Hydrocarbures	10mg/ si flux > 100 g/j
Constats :	
Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les deux derniers rapports d'analyses des eaux pluviales, dont les prélèvements ont été réalisés les 2 août 2023 et 27 novembre 2024. L'inspection ne relève aucune non-conformité.	
Type de suites proposées : Sans suite	